

Audit de conformité : Exemple de l'intervention de la Cour sur la gestion des ressources humaines de la Ville de Meyrin

Fin 2022, la Ville de Meyrin faisait face à une problématique importante de gouvernance résultant notamment :

- d'une rupture de collégialité au sein du Conseil administratif ;
- de l'absence de deux des trois conseillers administratifs remplacés par des administrateurs provisoires nommés par le Conseil d'État ;
- de la démission du responsable des ressources humaines de la Ville.

Sur demande du Conseil municipal, la Cour a décidé de mener un audit de conformité sur la gestion des ressources humaines de la Ville de Meyrin.

L'audit de conformité, un contrôle basé sur un référentiel connu

« L'audit de conformité peut porter sur la *régularité* (respect de critères formels comme les lois, les règlements et les accords en vigueur) ou sur la *bonne administration* (respect des principes généraux qui régissent la bonne gestion financière et la conduite des fonctionnaires) » (ISSAI 400). Les lois, règlements, directives et procédures applicables ainsi que les principes généralement acceptés, normes et meilleures pratiques servent de référentiel d'audit.

Dans le cas de la Ville de Meyrin, les principaux référentiels utilisés par la Cour sont :

- le cadre légal cantonal avec la loi sur la gestion administrative et financière de l'État (LGAF, D 1 05) et la loi sur l'administration des communes (LAC, B 6 05) ;
- le cadre réglementaire communal avec le statut du personnel de la commune de Meyrin (LC 30 151) ;
- les directives et procédures internes définies par le Conseil administratif ;
- les bonnes pratiques identifiées par la Cour avec le référentiel COSO¹ pour le système de contrôle interne et la gestion des risques, les précédents audits menés par la Cour dans d'autres communes et la littérature en lien avec le sujet.

Pourquoi avoir choisi un audit de conformité ?

Le rôle d'une Cour des comptes n'est pas de régler des conflits de personnes ou liés à une ambiance de travail, mais de s'assurer de la régularité des activités et de la bonne gestion administrative. L'audit de conformité, qui repose sur un référentiel généralement accepté, permet au contrôleur de prendre de la hauteur vis-à-vis d'une situation conflictuelle et de dépassionner l'audit. Cela est d'autant plus approprié en situation de crise ou dans les domaines émotionnels comme les ressources humaines.

Ensuite, l'audit de conformité, au travers des bonnes pratiques, permet d'étendre le champ de contrôle au-delà des seuls aspects réglementaires. En abordant de nombreux points de contrôle, l'audit de conformité permet de couvrir de nombreux risques.

¹ *Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*

Enfin, un audit de conformité permet de contrôler tant les pratiques que le cadre dans lequel elles s'inscrivent. Ce faisant, on s'assure de l'ancrage de ces pratiques dans la conformité.

Une base de compréhension commune

Le choix d'un audit de conformité a permis une intervention dépassionnée de la Cour. Une revue des principaux processus RH a pu être effectuée sur la base d'un référentiel généralement accepté. L'audit de la Cour a offert un diagnostic indépendant de la gestion des ressources humaines de la Ville. Ce dernier permet d'offrir une base de compréhension commune aux différentes parties prenantes qui pourront alors construire ensemble la gouvernance RH de demain.

Timothée Boucard, auditeur